

En Inde, la bourse ou la vie

Frédéric Lavoie

Number 333, Winter 2022

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97269ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lavoie, F. (2022). En Inde, la bourse ou la vie. *Liberté*, (333), 26–36.

En Inde, la bourse ou la vie

La pandémie de covid-19 a exacerbé les inégalités socioéconomiques à travers le monde. Mais comment les politiques adoptées et les systèmes en place ont-ils contribué à favoriser les plus nanties et à faire reposer le fardeau de la crise sur les plus pauvres ?

Frédéric Lavoie raconte le cas de l'Inde, l'un des pays les plus touchés par la covid-19 et par l'accroissement du fossé entre les riches et les pauvres.

Commençons ici, assis dans l'herbe sur une colline du village de Sukurhutu, dans l'État indien du Jharkhand, le matin du 23 juillet 2021. Les nuages de la mousson menacent de crever à tout instant pendant qu'une vingtaine de villageois-es nous décrivent les conséquences qu'a eues la pandémie sur leurs vies au cours des seize derniers mois. « Nous », c'est moi, mais aussi Anant Gupta, un finissant en journalisme qui m'accompagne sur les routes du nord de l'Inde depuis une semaine, Arpana Bara, une travailleuse sociale qui connaît chaque habitant-e du coin par son prénom, et Jean Drèze, un réputé économiste indien d'origine belge, spécialiste du développement.

Un homme se fait le porte-parole des travailleurs journaliers. « Avant la pandémie, raconte-t-il, on pouvait facilement trouver du travail vingt-cinq jours par mois. Maintenant, il est difficile d'en avoir pour quatre ou cinq. Comment nourrir une famille de quatre enfants avec ça ? » Quant aux femmes, la pandémie en a poussé plus d'une à abandonner le marché du travail. C'est le cas de Tara Devi, une veuve qui ne connaît pas son âge. Pendant longtemps, elle faisait le ménage et la vaisselle dans un restaurant, tous les jours de 6 heures à 22 heures, pour 4 000 roupies par mois (70 dollars). Durant des mois, le restaurant a été ouvert par intermittence, selon les aléas des consignes sanitaires. Elle était donc rarement payée. Quand la situation a commencé à s'améliorer, elle a demandé une augmentation de salaire. On l'a congédiée.

Sukurhutu n'est qu'à une douzaine de kilomètres de Ranchi, la capitale du Jharkhand, mais encore faut-il s'y rendre si on veut y trouver du travail. Avant la pandémie, les villageois-es s'entassaient dans un véhicule pour dix roupies par tête. Maintenant, en raison des mesures de distanciation physique, seulement trois ou quatre personnes peuvent partager un même transport. Le trajet coûte donc de cinq à six fois plus cher. À quoi bon aller travailler si la moitié du salaire passe dans l'aller-retour ? « L'idéal pour moi aurait été de pouvoir travailler de la maison, faire de l'emballage de produits, par exemple. Mais je n'ai pas réussi à trouver un emploi comme ça », dit de son côté Hausa Devi, une mère

de vingt-cinq ans. Après m'avoir traduit ses propos, Anant souligne l'ironie : « C'est l'ère du télétravail pour les élites et cette dame voudrait aussi travailler de la maison, mais il n'y a pas de possibilités du genre pour les gens comme elle. »

Comme dans les villages d'une autre région où nous sommes allés la veille, Jean essaie de comprendre si les habitant-es reçoivent le double de leurs rations habituelles en riz et autres produits de première nécessité, comme le prévoit une mesure du gouvernement du Jharkhand annoncée au début de la pandémie. Plusieurs villageois-es ne sont même pas au courant de l'existence de cette politique. Par contre, toutes constatent que les contractants chargés de la distribution des rations n'ont pas perdu leurs vieilles habitudes avec la pandémie : ils attendent encore la fin du mois avant de passer et, systématiquement, les quantités dans les sacs sont moins élevées que sur papier. Certains soupçonnent que les balances de ces *dealers* sont faussées ou qu'ils mentent lorsqu'ils disent ne pas avoir suffisamment de grains à distribuer. Si on veut obtenir quoi que ce soit, il faut se résigner à accepter ce qu'on nous donne, vingt-cinq kilos plutôt que trente, signez ici madame Devi, merci bonsoir. Ces pratiques sont tellement répandues, et les villageois-es si convaincu-es qu'il n'y a aucune chance d'obtenir réparation en se plaignant aux autorités, encore moins en temps de pandémie, qu'ils se résignent à cet ordre des choses.

Sukurhutu est un gros village rassemblant plusieurs hameaux habités par des communautés de castes et de classes différentes, pour une population totale d'au moins 15 000 habitant-es. Le secteur où Arpana nous a emmenés est l'un des plus défavorisés du village. Il est peuplé par des Adivasis, les indigènes de l'Inde, historiquement habitant-es des forêts. Avec les Dalits, autrefois appelés « intouchables », ils sont parmi les groupes les plus pauvres et les plus discriminés du pays.

Cela veut dire que les gens que nous rencontrons aujourd'hui se situent au bas de la chaîne économique de leur village, de leur État, le quatrième plus pauvre de l'Inde, et donc de leur pays, voire de la planète. Quand les conséquences d'une crise comme celle de la covid-19 ruissellent sur la pyramide socioéconomique, elles finissent presque inmanquablement par se retrouver dans leur cour, sous une forme ou une autre.

À Sukurhutu, comme dans les autres villages que nous avons visités, ce qui frappe le plus en ce dix-septième mois de pandémie, c'est l'inertie. Les mesures sanitaires ont interrompu presque toutes les activités institutionnelles et économiques, sauf l'agriculture de subsistance. Depuis près de cinq cents jours, les écoles sont fermées, tout comme les

anganwadis, ces centres de santé mère-enfant hyperlocaux qui offrent des services médicaux et alimentaires cruciaux. Comme ailleurs dans le pays, ces mesures ont été prises pour limiter la propagation du virus. Or, plus personne ne porte le masque ici ni ne pratique la distanciation physique. Les enfants jouent ensemble, les adultes se rassemblent. Les risques de propagation du virus sont donc aussi élevés que si tout fonctionnait normalement. Mais rien ne fonctionne. Pour relancer la machine, pour qu'on rouvre l'école et l'*anganwadi*, il faudrait des ordres venus d'en haut, du gouvernement de l'État. Et, au nom de l'extrême prudence sanitaire, ces ordres ne viennent pas. Personne parmi les fonctionnaires ne veut risquer son poste en osant prendre une initiative individuelle qui chamboulerait la chaîne hiérarchique. Mais, chaque jour, cette inertie contribue à creuser un peu plus le fossé des inégalités entre ceux qui ont accès à des services compensatoires, gratuits ou payants, et ceux qui n'y ont pas accès.

✱✱

Comme au Canada et dans le reste du monde, pour pallier la fermeture des écoles au début de la pandémie, l'Inde s'est tournée vers l'enseignement en ligne. Pour ma nièce de cinq ans à Bombay, une enfant sensible et introvertie qui ne connaît rien d'autre que l'éducation sur Zoom, cette technologie est une bénédiction. Cela lui a permis de s'acclimater à la grande école (privée), tout en maintenant une certaine distance par rapport au monde dans lequel elle devra un jour s'intégrer en chair et en os. Les classes supplémentaires en ligne auxquelles sa mère l'a inscrite pour compenser les périodes d'enseignement écourtées ont également été bénéfiques pour son développement. Or, en Inde, ma nièce fait partie d'une extrême minorité d'enfants qui ont pu continuer de s'épanouir malgré la fermeture des écoles. Depuis mars 2020, la plupart des quelque 290 millions d'élèves du pays n'ont eu aucun accès, ou alors un accès limité et souvent médiocre, au système d'éducation.

Deux statistiques évocatrices auraient dû inquiéter les autorités dès le jour 1 : avant l'apparition de la covid-19, seulement le quart des ménages indiens disposait d'un accès à internet à la maison et moins de la moitié des téléphones utilisés dans le pays étaient des téléphones intelligents. Malgré cela, hormis de rares exceptions, les classes virtuelles et le matériel pédagogique en ligne sont demeurés les seuls modes d'enseignement proposés dans les écoles indiennes, publiques et privées.

À Bhuiyatoli, l'institutrice Geeta Devi a eu beau nous assurer que 26 des 63 enfants sous sa responsabilité suivaient le cursus en ligne, nous n'avons pas réussi à en trouver un-e seul-e pour confirmer ses dires. Dans ce village du Jharkhand peuplé par des Dalits, la plupart des parents ne possèdent pas de téléphone intelligent et ignorent l'existence même de ces activités éducatives en ligne. Quant aux activités proprement dites, il s'agit de vidéos YouTube, ni engageantes ni substantielles, préparées par les autorités scolaires de l'État et que M^{me} Devi n'a qu'à transférer aux parents par WhatsApp.

Jean Drèze, qui habite au Jharkhand depuis plusieurs années et se rend régulièrement dans les villages pour évaluer

les succès et les ratés des politiques publiques, doutait aussi de l'engagement réel de l'institutrice, qui appartient à une caste dominante, envers ses élèves dalits, un groupe souvent opprimé par cette même caste dans la région. Si Geeta Devi a droit au bénéfice du doute, l'ordre hiérarchique dans le village est néanmoins évident. Le terrain sur lequel a été construite l'école primaire publique est la propriété de sa famille, qui l'a prêté à l'État dans un geste apparemment philanthropique. En théorie, son poste d'institutrice est électif. Mais quand nous avons demandé aux parents qui, au juste, votait pour l'élire, on nous a répondu : « Iels sont de haute caste, nous sommes de basse caste, donc iels choisissent [qui sera l'institutrice]. »

Depuis mars 2020, la plupart des quelque 290 millions d'élèves du pays n'ont eu aucun accès, ou alors un accès limité et souvent médiocre, au système d'éducation.

Cela dit, je n'ai pas eu besoin d'aller dans un village d'un État pauvre pour constater le creusement spectaculaire du fossé numérique entre les enfants de différentes classes économiques durant cette pandémie. Il m'a suffi de visiter le bidonville le plus près de chez moi, à Bombay, la capitale économique du pays. J'y ai rencontré Zaida, huit ans, et son frère Imran, dix ans, qui, en mai 2021, n'avaient pas vu leurs profs, ni en personne ni en appel vidéo, depuis mars 2020. Dans leur famille, seul le père détient un téléphone, qu'il emporte le jour au travail, durant les heures d'école. Pour poursuivre leur éducation, iels ne peuvent se fier qu'aux instructions vagues que leur transmettent de temps en temps leurs instituteur-trices et solliciter l'aide de leur sœur aînée, Zeenat, âgée de quatorze ans. Zubeida, mère des trois, a pourtant de grandes aspirations pour ses enfants. Quand iels me disent vouloir devenir respectivement hôtesse de l'air, officier de police et esthéticienne, j'entends résonner dans leurs voix l'écho des rêves d'avenir de leur mère, illettrée.

Il ne semble toutefois pas exagéré d'affirmer, à la lumière des politiques mises en place depuis le début de la pandémie – et surtout de celles qui ne l'ont pas été –, que le système indien ne se soucie pas beaucoup de l'avenir des enfants musulmans de Zubeida, ni de celui des Dalits de Bhuiyatoli, ni d'ailleurs de celui des Adivasis de Sukurhutu. L'indifférence des autorités à leur égard ne s'explique pas seulement par leur appartenance ethnoreligieuse ou par leur condition socioéconomique, mais on ne peut ignorer ces dimensions.

Ces groupes subissent trop de formes de discrimination pour qu'on hésite longtemps à qualifier celles-ci de « systémiques ». C'est d'autant plus vrai depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement suprémaciste hindou de Narendra Modi, en 2014.

Cette indifférence indigné Arpana Bara, la travailleuse sociale qui nous accompagne à Sukurhutu. Assise sur son rocher préféré du village, elle s'emporte : « Le gouvernement martèle qu'il faut que nos enfants étudient pour que le pays aille de l'avant. Les usines sont rouvertes, on a inauguré un grand temple au dieu [hindou] Ram à Ayodhya, des centaines de milliers de personnes se sont rassemblées, des centaines de milliers de roupies en dons ont été récoltées pour ça. Mais ici, on ne donne même pas un téléphone aux enfants pour qu'ils puissent étudier. On pourrait installer un grand écran, leur enseigner en maintenant une distance, ou simplement rouvrir les écoles en les faisant s'asseoir loin les un-es des autres, en leur fournissant un gel hydroalcoolique et des masques, comme on le fait ailleurs. Mais non, le gouvernement est apathique et ne cherche pas de solutions pour assurer leur éducation. »

Il est vrai que l'administration Modi a ses torts en la matière, mais les carences le précèdent largement. L'une des grandes faillites de l'Inde postcoloniale est de n'avoir jamais investi dans une éducation primaire de qualité pour les classes populaires et discriminées. L'Inde peut envoyer des fusées dans l'espace, produire à la tonne des ingénieurs-informatiques – principalement issu-es des hautes castes –, qui sont ensuite recruté-es dans la Silicon Valley, mais quand Jean Drèze demande à une petite fille de huit ou dix ans à Bhuiyatoli de lire un mot simple comme कतिब, elle ne réussit qu'avec une troublante difficulté.

« À part les pauvres, qui envoie ses enfants dans les écoles publiques ? Demandez à n'importe quel-le politicien-ne s'il envoie ses enfants à l'école publique », soulève rhétoriquement Arpana, qui, avec son emploi stable dans une organisation chrétienne de lutte contre le trafic d'enfants, a elle-même inscrit ses deux filles à l'école privée pour s'assurer qu'elles aient accès à des classes en ligne durant la pandémie.

✱

Jean Drèze est un économiste peu conventionnel. Il a enseigné à la London School of Economics au début des années 1980, puis dans quelques universités indiennes. Il a écrit des livres avec le prix Nobel d'économie Amartya Sen et signé des chroniques dans plusieurs journaux. Il a conseillé différents gouvernements en Inde, de manière formelle ou informelle. Il ne s'en vante pas, mais il est l'un des concepteur-trices du National Rural Employment Guarantee Act (NREGA), un programme révolutionnaire d'emploi rural garanti, adopté en 2005 par le gouvernement du parti du Congrès, historiquement dirigé par la famille Nehru-Gandhi. « Le Congrès ne pensait pas remporter l'élection générale [de 2004]. Alors il a accepté d'inclure cette promesse à son programme. Puis il a été élu. Ce n'est pas parce qu'un parti est élu qu'il remplit ses promesses, mais, dans ce cas-ci, il l'a fait », s'étonne encore Jean. Ce programme ambitieux, qui garantit sur papier jusqu'à cent jours d'emploi dans les travaux publics à quiconque en fait la demande, a offert à des millions de gens

hantés par le spectre de la famine un filet de sécurité. Dans plusieurs villages que j'ai visités durant les dernières années, j'ai pu constater l'impact énorme de ce programme pourtant simple. Le NREGA ne rend personne riche. Mais, en garantissant un revenu d'appoint, il empêche les gens frappés par un cataclysme naturel ou personnel, temporaire ou permanent, de dégringoler tout en bas de l'échelle de la pauvreté.

Jean Drèze est l'une des très rares personnes à avoir renoncé à un passeport européen pour prendre la nationalité indienne, en 2002. Il suffit de passer un peu de temps avec lui, de le voir réagir avec une timidité maladive à tout compliment, pour comprendre que son action n'est pas motivée par un complexe du sauveur ni par une fascination perverse pour la souffrance des autres, mais par une forme d'engagement au monde. Son empathie pour l'autre est ce qui se rapproche le plus de la définition même du mot, à mon sens. C'est celle d'une vie consacrée à s'immerger dans la pauvreté, à la vivre au plus près pour mieux la comprendre et l'expliquer, sans l'exotiser ni l'idéaliser. Les quelques redevances et cachets que Jean reçoit pour ses écrits, ses enseignements et ses conseils le sauvent évidemment de la pauvreté extrême, mais le mode de vie humble qu'il a choisi de mener avec sa femme, une avocate indienne tout aussi réputée pour son travail auprès des plus marginalisé-es, n'a rien d'une façade. L'engagement de ce « citoyen inquiet », comme il se décrit lui-même, tout comme les résultats de cet engagement sont rares et précieux.

Lorsque Jean se montre ébranlé par la situation que nous constatons dans les villages, j'entends donc non pas les mots d'un militant en quête de publicité qui utiliserait l'hyperbole pour attirer l'attention sur une cause et, par ricochet, sur lui-même, mais ceux d'un connaisseur réellement indigné par l'ampleur de ce qu'il découvre. « Le gouvernement pense qu'il a fait quelque chose pour les enfants », me dit-il en anglais, comme si son français natal était trop éloigné pour rendre compte adéquatement des réalités que nous observons. « Il est vrai qu'on a essayé de développer des curriculums en ligne. Mais les responsables de l'État vivent dans un monde à part. Ils ne perçoivent pas jusqu'à quel point cela exclut beaucoup d'enfants. Cela aura des conséquences à long terme sur les inégalités croissantes », prévient-il.

Les constats que Jean fait durant nos deux journées passées ensemble dans le Jharkhand rural le pousseront d'ailleurs à passer aux actes. Le mois suivant, il lancera une vaste enquête en urgence auprès de 1400 enfants issus de milieux défavorisés dans 15 États du pays avec l'aide du Road Scholarz, un collectif informel d'universitaires non affiliés et d'étudiant-es bénévoles. Intitulé *Locked Out*, le rapport de l'enquête dévoilera que seulement 8% des enfants en campagne et 24% en ville étudiaient en ligne de manière régulière en août 2021. Plus de 90% des parents diront aussi souhaiter la réouverture des écoles au plus tôt.

✱

Un beau bébé bien gras fait son apparition dans le cercle de villageois-es réuni-es autour de nous à Sukurhutu. Il est confortablement installé sur les cuisses de sa grand-mère quand on nous apprend son surnom : *Lockdown*. Ankit est né en avril, alors que l'Inde faisait face à une violente deuxième

vague de covid-19. On l'a surnommé ainsi parce que les mesures de confinement ont empêché sa mère de se rendre à l'hôpital. Elle a donc donné naissance à la maison, sans l'aide d'un-e professionnel-le de la santé.

Si l'éducation des enfants a été complètement délaissée depuis le début de la pandémie, leur santé, celle de leur mère et de tout le village, a été tout autant négligée. « On a fermé les *anganwadis* du jour au lendemain, sans sourciller, sans se demander ce qui arriverait », résume Jean. Il y a bien eu « quelques tentatives maladroitement pour compenser l'interruption des repas cuisinés du midi [un programme offert aux élèves de milieux défavorisés sur lequel comptent plusieurs familles pour que leurs enfants aient accès à des aliments protéinés comme les œufs]. On a distribué de petites sommes d'argent [aux familles] ou des rations pour emporter. Mais ces interventions ont le plus souvent été faites de manière *ad hoc* et les ressources ont pu être détournées, soit par les professeur-es [chargé-es de la distribution], soit par les intermédiaires », note-t-il. « Les gens ne sont pas tout à fait certains de ce à quoi ils ont droit. Ces interventions *ad hoc* sont donc des exercices vulnérables à la corruption. »

Si personne dans ce coin du village ne dit avoir attrapé la covid-19, Arpana assure que Sukurhutu n'a pas été épargné par le virus. Au moins quarante personnes en seraient mortes lors de la deuxième vague entre mars et juin 2021. « Il n'y avait pas d'oxygène, pas de médicaments, et beaucoup de gens faisaient de la fièvre », se souvient-elle. Puisque les vrai-es médecins étaient occupé-es dans les hôpitaux débordés, les villageois-es ont dû se fier à des « docteurs » autoproclamés, souvent d'anciens assistants de professionnel-les de la santé. « Ils ont aidé beaucoup de gens », dit Arpana, bien consciente que l'aide de vrai-es médecins aurait peut-être permis de sauver quelques vies de plus.

Non seulement les mesures de confinement continuent de coûter cher aux villageois-es de Sukurhutu en matière d'emploi, d'éducation et de nutrition, mais lorsqu'ils ont eu besoin d'aide médicale durant la pandémie, les ressources mobilisées à cet effet n'ont pas été disponibles pour elleux.

Dans ce système, d'autres y ont toujours plus droit qu'elleux.

✱

Le 24 mars 2020, dans une adresse télévisée surprise à la nation, le premier ministre Narendra Modi décrétait un confinement strict de 21 jours pour les 1,36 milliard d'Indien-nes afin d'empêcher la propagation du coronavirus. « Si vous ne pouvez pas tenir bon pendant ces 21 jours, ce pays et votre famille vont retourner 21 ans en arrière », avait-il justifié.

Quatre heures plus tard, le *janata curfew* (« couvre-feu public » en *hinglish*) prenait effet.

Le pays ne recensait alors officiellement que 500 infections et 12 décès liés à la covid-19. La mesure fut saluée par l'Organisation mondiale de la santé, qui soulignait qu'il valait mieux agir tôt que tard pour contrer ce virus.

Vue de l'étranger, et particulièrement d'un pays développé, la politique ferme de Narendra Modi semblait en effet, à ce moment-là, avec les connaissances que nous avions, la plus sage à adopter. Compte tenu de l'évolution de

la pandémie, les multiples prolongements des mesures qui suivraient apparaîtraient pour la plupart tout aussi raisonnables, voire inévitables, au Canada comme en Inde.

Or, l'Inde n'est pas le Canada. Il était évident dès le départ que ces mesures risquaient d'être non seulement insoutenables, économiquement parlant, pour une majorité, mais également impossibles à maintenir efficacement sur le plan épidémiologique. Ici, les pertes de revenus ne seraient pas compensées par un équivalent de la généreuse Prestation canadienne d'urgence (PCU), et la promiscuité dans les bidonvilles et autres lieux d'activités essentielles rendait inimaginable le respect strict des règles sanitaires. On aurait dû anticiper que l'application de mesures similaires à celles mises en place dans des pays comme le Canada donnerait des résultats bien différents.

La politique de confinement strict a conduit au plus vaste mouvement de population du pays depuis les violences qui ont accompagné la partition des Indes britanniques en 1947.

Dès le premier prolongement du *janata curfew* en avril 2020, les travailleur-euses migrant-es dans les grandes villes comme Bombay, Delhi ou Bangalore ont commencé à paniquer. Sans travail, confiné-es dans des espaces souvent exigus et temporaires, iels voyaient leurs économies et leurs réserves de nourriture s'épuiser rapidement. Malgré la violence avec laquelle les policier-ères réprimaient ceux qui s'aventuraient dans les rues – la matraque s'abat plus facilement sur l'indigent-e que sur la personne de classe moyenne –, plusieurs ont décidé de défier les mesures pour rentrer coûte que coûte dans leur village. Il faudrait de longues semaines avant que le gouvernement mobilise des trains et des autocars spéciaux pour assurer leur transport. Entre-temps, des millions de travailleur-euses, parfois avec leurs enfants, ont pris la route à pied, sur plusieurs centaines, voire des milliers de kilomètres sous la chaleur accablante. Certain-es ne se sont jamais rendu-es, mort-es en chemin d'une crise cardiaque, de faim, d'épuisement ou de la covid-19.

La politique de confinement strict de Modi a conduit au plus vaste mouvement de population du pays depuis les violences qui ont accompagné la partition des Indes britanniques en 1947. En plus d'être une catastrophe humanitaire, cette grande migration a permis au virus de se frayer

encore plus facilement un chemin vers les campagnes, où les installations de santé, déjà inadéquates ou inexistantes, étaient désormais fermées ou dysfonctionnelles en raison des mesures de confinement.

Dans sa carrière politique, Narendra Modi a démontré plus d'une fois qu'il croit que le pouvoir doit être exercé avec assurance et fermeté, pour ne pas dire autorité et violence.

Un an plus tard presque jour pour jour, alors que la deuxième vague s'amorçait, je suis allé rencontrer dans une gare de Bombay des travailleur-euses revenu-es en ville depuis quelques mois seulement et qui cherchaient à reprendre la route du village. L'expérience de l'année dernière les avait tellement traumatisé-es que, malgré les promesses du gouvernement de l'État du Maharashtra de les aider financièrement en cas de nouvelles mesures de confinement, iels préféraient retourner préventivement chez elleux. « Si nous devons mourir, mieux vaut que ce soit chez nous, dans notre village », m'ont-iels dit systématiquement.

✱✱

Au moment de l'annonce du premier confinement par Modi, j'étais à Montréal, où j'ai passé les huit premiers mois de la pandémie. Je regardais de loin les conséquences de ces mesures sur le pays, mais aussi sur ma belle-famille, confinée à sept dans un petit logement, dans des conditions certes plus difficiles qu'au Québec, mais relativement normales ou même privilégiées dans le contexte de l'Inde urbaine.

Devant le chaos et la violence qui résultaient de la politique ferme de Modi, je me demandais si, quand on ferait le bilan de cette pandémie, on jugerait que ces mesures strictes et difficilement applicables au contexte de l'Inde en avaient valu la peine. Auront-elles coûté plus de vies qu'elles en ont sauvé? Et si on considérait qu'en effet, malgré les pertes humaines, elles avaient été somme toute bénéfiques, alors pour quelle frange de la population et avec quelles conséquences sur toutes les autres?

Cela engendrait d'autres questions qu'il m'apparaissait essentiel de considérer en temps de pandémie : aux intérêts de

qui les gouvernements pensent-ils spontanément lorsqu'ils doivent mettre en place des politiques publiques à court et moyen terme pour répondre à une crise de cette ampleur? Et qui oublie-t-ils, tout aussi spontanément, même avec les meilleures intentions?

Au Québec, le gouvernement Legault a été critiqué pour s'être entêté à ne pas exempter les sans-abri du couvre-feu qu'il avait décrété, et ce, alors même qu'il permettait aux propriétaires de chiens de sortir dans les rues après 20 heures. Il aura fallu une décision de la Cour supérieure pour le forcer à la clémence envers les plus marginalisé-es de notre société.

Pas besoin d'être complotiste non plus pour croire que certaines mesures adoptées à travers le monde avaient des fondements plus politiques que purement épidémiologiques. Le ministre libéral Dominic LeBlanc, président d'un comité sur la covid-19 dans le cabinet Trudeau, confiait ainsi au *Devoir* en août 2021 que la fermeture des frontières canadiennes avait été plusieurs fois prolongée « parce qu'il y avait une perception chez le public que c'était aux frontières que la covid arrivait, que les variants arrivaient, [mais] il y avait évidemment des données scientifiques [...] qui démontraient que c'était un très, très faible pourcentage [de voyageurs qui ramenaient le virus] ».

Au Canada, des politicien-nes évaluaient qu'il était plus facile de conforter une majorité de citoyen-nes dans leurs peurs infondées que d'avoir recours à la science. De la même façon, en mars 2021, alors que la deuxième vague de covid-19 était déjà devenue beaucoup plus grave que la première, le gouvernement suprémaciste hindou du Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien) refusait toujours d'annuler la Kumbh Mela, le plus grand festival religieux de la planète rassemblant sur les bords du Gange des millions de dévot-es hindou-es, en forte majorité des électeur-trices du BJP. Sans surprise, la Kumbh Mela, tout comme les rassemblements électoraux que différents partis politiques dont le BJP ont continué de tenir durant ces mois cruciaux de formation de la deuxième vague se révéleraient comme des événements superpropagateurs du virus.

Cela dit, certains dénis de la part des autorités trouvent peut-être une justification un peu plus ancrée dans l'intérêt public ou, à tout le moins, dans l'intérêt *du* public. Au Québec, comme un peu partout, même si on savait pertinemment que les écoles étaient parmi les lieux de propagation du virus les plus importants, il est rapidement devenu une priorité de les rouvrir. Lors de la deuxième vague et des vagues subséquentes, il n'était plus question de les fermer, sauf dans des situations exceptionnelles. La pression des parents – et de leurs employeur-euses –, pour qui le travail ou le télétravail était difficile, voire impossible avec des enfants à la maison, a certainement pesé lourd dans la balance de cette décision. Mais l'importance accordée à l'éducation par une majorité au sein de la classe moyenne explique certainement aussi qu'il y ait eu consensus sur le fait que les classes en ligne n'étaient pas une solution magique ni durable et qu'il fallait donc rouvrir au plus tôt les écoles. L'enjeu n'était bien sûr pas présenté ainsi, puisqu'on devait continuer de jurer que toutes les décisions étaient prises sans compromettre les impératifs sanitaires. Or, le déni du problème de la qualité de l'air dans les écoles par le gouvernement Legault montre bien que nos leaders étaient prêt-es à accepter une aggravation du

problème sanitaire – et à mettre en danger les professeur·es plus âgé·es et plus vulnérables, ajouteront certain·es –, puisque tel était le souhait d'une grande proportion de l'électorat.

En Inde, ce que le gouvernement central et les gouvernements régionaux jugeaient important de maintenir coûte que coûte était tout autre et révélait bien à qui ils tendaient naturellement l'oreille. Durant la deuxième vague, dont le sommet était au moins quatre fois plus élevé que celui de la première selon les données officielles, on interdisait aux citoyen·nes de se déplacer sans raison valable et urgente. Les commerces, sauf si essentiels, étaient fermés. Toutefois, une exception avait été adoptée pour que les aides ménager·ères, cuisinier·ères et autres chauffeurs soient considéré·es comme des travailleur·euses essentiel·les. Iels pouvaient donc continuer d'aller de maison en maison servir l'infime fraction de la population qui pouvait se permettre de les employer. Durant la première vague, cette classe moyenne supérieure s'était vite lassée de montrer ses prouesses au fourneau et au balai sur Instagram. Elle avait ainsi réclamé qu'on lui épargne le supplice des tâches ménagères une seconde fois. Et les gouvernements, dont tous les membres faisaient partie de cette classe ou d'une classe encore plus élevée, l'avaient écoutée, fermant les yeux sur les conséquences potentielles d'une telle décision sur la transmission du virus.

✱✱

Mais revenons à Sukurhutu.

Il est tout juste passé 9 h 30 en ce vendredi matin. Jean, Arpana et moi continuons la conversation avec les villageois·es pendant qu'Anant s'éloigne quelques minutes pour regarder son téléphone. Sur son groupe WhatsApp familial, des cousins et des oncles s'enthousiasment à propos de l'entrée phénoménale à la bourse de Bombay de Zomato, une plateforme de service de livraison de repas cuisinés, émule d'Uber Eats. Du groupe, Anant est le seul à être concerné directement par la nouvelle, car lui seul a obtenu des actions de la compagnie lors du premier appel public à l'épargne (PAPE, ou IPO en anglais), le processus d'émission qui précède l'entrée en bourse. Il s'agit d'un coup de chance. Zomato est la première parmi les grandes start-up technologiques indiennes à s'inscrire en bourse, ce qui explique l'engouement. Les souscriptions pour ses titres étaient 40 fois supérieures au nombre d'actions en vente et le hasard a attribué à Anant l'un des rares lots, pour une valeur d'un peu moins de 15 000 roupies (260 \$).

Peu après le début de la pandémie, un peu pour se désenoyer, Anant et d'autres membres de sa famille se sont inscrits sur Zerodha, une plateforme de courtage à escompte en ligne. Anant ne connaissait alors pas grand-chose aux marchés boursiers. Il a simplement suivi la vague, pas seulement familiale mais nationale, et même internationale. Durant la première année de la pandémie, 14,3 millions d'Indien·nes se sont ouvert un compte dématérialisé de courtage. Du jamais vu. Au Canada, ce sont 2,3 millions de personnes qui se sont inscrites sur des plateformes comme Disnat, Wealthsimple ou Banque Nationale Courtage direct en 2020, contre 846 000 l'année précédente. Là aussi, un sommet.

Partout dans le monde, les bourses ont connu une

dégringolade au mois de mars 2020, au moment où la pandémie prenait de l'ampleur et que les mesures de confinement forçaient l'économie à se mettre sur pause. Toutefois, contrairement à l'économie dite « réelle », les marchés boursiers se sont rapidement remis sur pied, en Inde comme ailleurs. Après être tombé jusqu'à 25 600 points durant le premier confinement, l'indice BSE Sensex, le principal de l'Inde, a franchi le cap des 50 000 points pour la première fois de son histoire en janvier 2021. Quand la deuxième vague a frappé entre mars et juin, les marchés ont à peine été affectés et ont poursuivi leur croissance.

Hier, 22 juillet 2021, le BSE Sensex a clôturé fort, à 52 837 points, en hausse de 1,23%. C'est ce qui a motivé Zomato à devancer de quatre jours son entrée en bourse. Pour à peu près toutes les analystes du monde de la finance, il ne fait pas de doute qu'une bulle est en train de se former sur les marchés boursiers indiens, ni que cette bulle éclatera tôt ou tard. Cela n'empêche pas la spéculation de continuer de plus belle.

La formation de cette bulle s'explique de façon relativement simple : comme les autres banques centrales depuis le début de la pandémie, la Banque de réserve de l'Inde (RBI) a diminué les taux d'intérêt et injecté des liquidités dans l'économie afin d'assurer la stabilité financière du pays. « Or, plutôt que de se diriger vers des activités de production par le crédit, tout cet argent s'est retrouvé sur les marchés boursiers, où il a provoqué une flambée du prix des actions », analysera fin juillet, dans une lettre ouverte publiée dans le *Times of India*, Duvvuri Subbarao, l'ex-gouverneur de la Banque de réserve de l'Inde (2008-2013). Cette flambée a attiré les petit·es boursicoteur·euses indien·nes comme Anant sur les marchés, mais aussi les plus gros·ses investisseur·euses de l'étranger, attiré·es par des rendements plus importants que dans les pays occidentaux.

Pendant ce temps, dans l'économie indienne réelle, informelle à 80 %, voire 90 % selon les estimations, c'était et c'est toujours la morosité quasi généralisée. En fait, seules les plus grandes compagnies ont pu profiter de la baisse des taux d'intérêt durant la pandémie pour emprunter et continuer de croître, en plus de voir augmenter leur valeur sur les marchés boursiers. C'est notamment le cas des conglomérats de Mukesh Ambani (Reliance) et Gautam Adani (Adani Group), les deux hommes les plus riches d'Inde, qui sont aussi particulièrement proches du premier ministre Narendra Modi. D'ailleurs, durant la première moitié de l'année 2021, Gautam Adani a vu sa valeur nette presque doubler, pour atteindre 65,9 milliards de dollars américains.

Ainsi, pendant que la pandémie faisait retomber 230 millions d'Indien·nes dans la misère, effaçant quinze années de progrès dans la lutte contre la pauvreté, la liste des milliardaires du pays s'allongeait, passant de 102 à 140 noms. Et, alors que le produit intérieur brut (PIB) chutait de 7,3 %, que le chômage et l'inflation montaient à des niveaux inquiétants, les indices boursiers, eux, ne cessaient d'établir de nouveaux records de performance.

Ces chiffres ne disent évidemment pas tout sur la situation économique du pays et la croissance des inégalités. Il est peut-être tendancieux de les mettre les uns à côté des autres comme je le fais. Ils ont néanmoins le mérite de montrer une des conséquences indéniables de la pandémie : les ultrariches

se sont enrichi-es et les ultrapauvres, appauvri-es. Entre les deux, l'analyse requiert un peu plus de nuances.

✱

Anant fait partie de la classe moyenne supérieure qui, en Inde, sans être extrêmement riche, est bien loin de la pauvreté de la vaste majorité. Cette classe a accès à des privilèges qui, dans un pays occidental, ne sont à la portée que des ultrariches. Comme celui de pouvoir se payer les services de plusieurs aides domestiques, pour certain-es logé-es directement dans la maison. La famille d'Anant gère une chaîne hôtelière de treize modestes établissements à Calcutta. Évidemment, la pandémie a frappé durement l'entreprise familiale, qu'Anant aide à administrer à temps partiel. Malgré les temps difficiles pour les affaires, il peut tout de même se permettre, comme il le dit lui-même, « de faire le fou et d'investir 15 000 roupies dans Zomato » sans trop réfléchir.

À 9 h 45, le titre de Zomato, qui est entré en bourse à 76 roupies l'action à 9 h 30, atteint 133 roupies. Anant décide de tout vendre. L'engouement ne durera peut-être pas, se dit-il. Zomato est certes une start-up phare, mais elle enregistre trimestre après trimestre d'importantes pertes. Les salles à manger des restaurants ayant été fermées durant plusieurs mois, les Indien-nes confiné-es se sont tourné-es plus que jamais vers la livraison. Cela a fait bondir les revenus de la compagnie. Par contre, ses frais d'exploitation ont augmenté encore plus que ses revenus et, entre avril et juin 2021, apprendra-t-on en août, ses pertes se sont élevées à 61,3 millions de dollars canadiens. Ce n'est donc qu'une promesse de croissance bien incertaine qui explique l'excitation des investisseur-euses à l'égard du titre de Zomato.

Tant qu'à y être, Anant décide de vider le reste de son portefeuille Zerodha en se départant de ses actions de la India Pesticides Limited, obtenues il y a deux semaines, aussi lors d'un premier appel public à l'épargne. Il se les était procurées à 296 roupies l'action, il les revend maintenant à 350 roupies.

Et c'est ainsi que, sous le nez des villageois-es en détresse de Sukurhutu, Anant, le boursicotier amateur, a pu empêcher en quelques clics 14 000 roupies de profit, un rendement de 46 % sur ses investissements.

✱

Narendra Modi est un homme. Un vrai. En 2014, peu avant de devenir premier ministre, il s'est vanté dans un discours d'avoir « un torse de 56 pouces ». Selon lui, un tel avantage anatomique était un prérequis pour assurer le succès économique d'un État, ce qu'il estimait avoir fait avec celui du Gujarat, qu'il dirigeait à l'époque. Il n'était pas tout à fait clair si sa déclaration devait être prise au sens propre ou figuré, et donc s'il s'agissait d'un grossier mensonge – sa statue de cire exhibe un torse de seulement 44 pouces –, ou s'il fallait y voir une hyperbole aux ambitions poétiques. Puisqu'il n'a donné aucune conférence de presse en sept années à la tête du gouvernement (enfin, une, mais durant laquelle il n'a répondu à aucune question), c'est le genre de mystère qui ne sera probablement jamais élucidé.

Dans sa carrière politique, Narendra Modi a démontré plus d'une fois qu'il croit que le pouvoir doit être exercé avec

assurance et fermeté, pour ne pas dire autorité et violence. Les émeutes antimusulmanes qui avaient éclaté au Gujarat en 2002, peu après qu'il en était devenu le ministre en chef, avaient donné un avant-goût de sa philosophie. Modi avait été accusé d'avoir ordonné à la police de laisser la foule hindoue assouvir sa soif de vengeance contre la minorité musulmane après l'incendie d'un train qui avait tué des pèlerin-es hindou-es et qui aurait été déclenché par des musulmans.

L'accusation contre Modi n'a jamais pu être prouvée en justice, mais ces événements lui ont valu d'être persona non grata durant plusieurs années dans certains pays occidentaux – dont les États-Unis, mais pas le Canada. En Inde, pourtant, ils ont scellé sa réputation d'homme fort et accru sa popularité sur la scène politique nationale chez une frange importante de l'électorat. Car, dans un pays-continent où les multiples différences religieuses, ethniques, linguistiques, culturelles et socioéconomiques sont l'objet de tensions constantes, le fantasme d'avoir enfin aux commandes un leader capable d'assurer à la fois l'ordre et la prospérité est partagé par plusieurs. En particulier par ceux issu-es de la majorité hindoue et des élites politiques et économiques, principalement de castes dominantes.

Depuis son ascension à la tête du gouvernement de l'Union indienne en 2014, Narendra Modi a pris plusieurs décisions surprises et draconiennes qui concordaient bien avec cette image de leader ferme et sûr de lui. En novembre 2016, dans une autre adresse télévisée inattendue, il avait fait perdre leur cours légal à tous les billets de 500 et de 1 000 roupies, qui représentaient alors 86 % de l'argent en circulation. La mesure, qui, comme le confinement strict, prendrait effet quatre heures après son annonce, visait à contrer la propagation de faux billets, l'évasion fiscale et le terrorisme. Cette annonce a causé une onde de panique massive à travers le pays, une onde qui n'a pas du tout été vécue avec la même intensité par tout le monde et qui a aussi contribué au creusement des inégalités. Car, forcément, toutes ont cherché à refiler à d'autres ces patates chaudes qu'étaient ces billets inutilisables – ils ne pouvaient être échangés qu'en quantité limitée par personne – en exerçant le pouvoir formel ou informel qu'ils détenaient. Et ces autres étaient logiquement situés plus bas qu'eux dans l'échelle socioéconomique. C'est ainsi que des propriétaires d'usine se sont mis à payer les salaires de leurs employé-es avec des billets dévalorisés – qu'ils gardaient jusque-là sous leur matelas à l'abri de l'impôt –, forçant ces travailleur-euses à faire la file de longues heures devant les banques pour les échanger.

Au bout du compte, la politique de démonétisation de Modi a ébranlé les structures économiques et sociales du pays, fait augmenter l'inflation et le chômage en plus de ralentir le rythme de croissance, sans pour autant conduire à plus de transparence dans l'économie. Et, alors que les plus riches sont arrivé-es à sous-traiter les inconvénients de cette thérapie-choc, les plus pauvres ont mis des années à s'en remettre, sur le plan économique mais aussi psychologique.

Le premier confinement strict de mars 2020 avait ainsi pour plusieurs un air de déjà-vu : une mesure drastique aux intentions nobles, en théorie, mais aux conséquences d'une violence inouïe pour ceux déjà dans une position vulnérable.

Soit Modi et son gouvernement n'ont pas encore compris

que les problèmes économiques ruissellent beaucoup mieux vers le bas que la richesse, soit, comme le croit Jean Drèze, ils l'ont justement parfaitement compris. « Je ne pense pas qu'ils se soucient du ruissellement de la richesse. Ce qui leur importe, c'est de promouvoir le *business*. Ils pensent que c'est le meilleur moyen de rendre ce pays puissant. Ce qui arrive aux pauvres, c'est accessoire. Ça n'a pas vraiment de conséquences pour les classes privilégiées, celles qui influencent ceux qui gouvernent. »

« L'économie qui va mal et les marchés qui vont bien, c'est arrivé souvent par le passé. Mais les marchés qui s'écroulent et l'économie qui continue de bien aller, ce n'est jamais arrivé nulle part. »

En 2019, peu avant la pandémie, Narendra Modi avait annoncé son objectif; il voulait transformer l'Inde en une économie au PIB de cinq billions (5 000 milliards) de dollars américains d'ici 2025. Même sans l'apparition de la covid-19, cela semblait déjà peu réaliste à l'époque. Le PIB indien n'atteignait même pas les trois billions et son rythme de croissance était beaucoup trop lent pour que le pays puisse espérer devenir la quatrième économie du globe, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne. Aujourd'hui, cet objectif apparaît carrément farfelu. Or, Modi garde le cap sur sa stratégie et continue d'annoncer périodiquement de nouvelles mesures de libéralisation de pans entiers de l'économie afin de donner les coudées franches aux gens d'affaires, les seuls selon lui qui peuvent permettre à l'économie indienne de prendre un envol décisif.

En septembre 2020, en plein sommet de la première vague pandémique, il a fait adopter une série de trois lois modifiant considérablement les pratiques commerciales dans le secteur agricole. Ces lois prévoient notamment que les fermiers n'ont plus désormais à passer par un intermédiaire accrédité par l'État pour vendre leurs produits sur les marchés. Ils peuvent faire affaire directement avec les acheteurs en gros et négocier un prix de vente potentiellement supérieur à celui obtenu autrefois. Sur papier, cela semble idéal. Mais les fermiers touchés par ces lois se sont montrés unanimement et féroce­ment contre elles. Avec leur famille, iels ont pris par centaines de milliers les routes de

leur campagne en direction de la capitale pour aller dénoncer ces mesures devant le parlement. Quand iels ont voulu entrer dans Delhi, la police les a durement réprimés. Pendant ce temps, Modi et ses ministres cherchaient à les discréditer en laissant entendre que ces fermiers militants, majoritairement de confession sikhe, étaient membres de mouvements séparatistes et terroristes financés de l'étranger.

Un an plus tard, c'est toujours l'impasse. Le gouvernement persiste à dire que les mesures mises en place se révéleront bénéfiques pour les fermiers, et les fermiers persistent à camper aux portes de Delhi. Le fait que le gouvernement ait refusé durant les négociations de réinstaurer le principe d'un prix plancher garanti pour leurs récoltes démontre selon eux que ces lois ont bel et bien été imaginées pour que les seuls bénéficiaires réels en soient les Ambani, Adani et autres milliardaires proches de Modi, qui avaient déjà subrepticement commencé à étendre leurs tentacules sur le secteur agricole avant leur adoption. À terme, les fermiers craignent que ces grands groupes finissent par les déposséder de leurs terres.

Pour Kamal Jeet Singh, un petit propriétaire terrien membre d'un syndicat de fermiers de l'État du Pendjab que j'ai rencontré sur l'un des sites de manifestation à Delhi à la fin juillet, le nœud de la discorde tient à la confrontation entre deux visions du développement économique : d'un côté, cette fameuse théorie du ruissellement (*trickle down theory*) sur laquelle Modi fait reposer sa confiance – il dit qu'il ne faut « jamais regarder les créateur·trices de richesse avec suspicion » –, comme Ronald Reagan, Margaret Thatcher et d'autres politicien·nes de la droite économique avant lui; et, de l'autre, l'idée des fermiers d'un « développement par le bas de nos propres marchés, de nos propres industries, de nos propres terres, en prenant en compte tout le monde ».

Cela dit, M. Singh rappelle que la croyance dans le ruissellement de la richesse en Inde a précédé l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi, tout comme le creusement des inégalités. En 1991, une série de réformes économiques adoptées par le gouvernement du parti du Congrès avait amorcé une première vague de restructuration néolibérale de l'économie, dont les institutions aux accents socialistes fonctionnaient toujours selon des plans quinquennaux d'inspiration soviétique.

Depuis ces réformes, le niveau de vie des Indien·nes a considérablement augmenté, des millions sont sorti·es de la pauvreté extrême, mais les inégalités socioéconomiques se sont aussi élargies. Les gouvernements du parti du Congrès conservaient néanmoins un fond socialiste, comme le démontre l'adoption du programme national d'emploi rural NREGA mis sur pied par Jean Drèze et d'autres. Dans son dernier manifeste électoral en 2019, le parti du Congrès a aussi proposé un ambitieux projet de revenu minimum garanti. Mais, avec la réélection d'un gouvernement majoritaire du Parti du peuple indien (BJP), la certitude que le développement passe par les plus nanti·es est devenue incontestable dans les cercles du pouvoir. « L'idée [de ces gouvernements] est que le paysan n'a pas les technologies ni les moyens pour se développer. Nous répondons que oui, c'est vrai, individuellement, nous ne le pouvons pas, mais unis, ce serait possible », dit Kamal Jeet Singh.

Tout en libéralisant l'économie, Narendra Modi a aussi accentué le déclin des budgets publics déjà faméliques en santé

et en éducation, comme de ceux des programmes sociaux. Selon les calculs de Jean Drèze, les budgets pour les programmes de nutrition des *anganwadis* – ces centres de santé mère-enfant hyperlocaux – sont aujourd’hui 40% moindres que ceux de 2014, une fois ajustés à l’inflation. « C’est scandaleux, s’exclame Jean. Comment un-e travailleur-euse d’*anganwadi* est-iel censé-e gérer son centre aujourd’hui? Plusieurs décisions nous montrent que les enfants ne sont pas la priorité de ce gouvernement. Il est pressé de transformer l’Inde en superpuissance, alors que l’avenir des enfants exigerait un investissement à long terme. »

Depuis le début de la pandémie, le gouvernement Modi a principalement mis sur l’aide aux grandes entreprises pour relancer l’économie, avec pour effet de consolider encore davantage l’emprise des grands joueurs sur le système, pendant que les plus petits devaient souvent se résigner à mettre la clé sous la porte ou à se laisser absorber par d’imposants concurrents.

Pour l’ex-gouverneur de la Banque de réserve de l’Inde Duvvuri Subbarao, avec qui je me suis entretenu au téléphone début août 2021, le problème avec les politiques de Modi n’est pas seulement qu’elles excluent une majorité de citoyen-nes, mais aussi qu’elles ne sont même pas efficaces pour atteindre les objectifs fixés. « La croissance des inégalités n’est pas qu’un enjeu moral. Elle fait baisser la consommation et mine les perspectives de croissance à long terme. » Déjà avant la pandémie, les 10% d’Indien-nes les plus fortuné-es possédaient 80,7% de la richesse du pays. En raison des politiques de Modi, M. Subbarao est convaincu que la reprise économique postpandémique se fera inévitablement sous la forme d’un « K », c’est-à-dire que les riches continueront de s’enrichir et les pauvres, de s’appauvrir.

Narendra Modi n’est pas le premier ni le dernier leader à croire – ou à vouloir faire croire – au mythe du ruissellement de la richesse, qui s’est avéré maintes fois inefficace en pratique. Ce qui est fascinant – et inquiétant –, c’est de constater qu’un « mâle alpha » à la poigne ferme et brusque, mais visiblement peu compétent, arrive à convaincre encore et encore de sa capacité à faire advenir le miracle économique qu’il a promis, malgré l’accumulation des preuves du contraire. Peut-être est-ce parce que les seul-es qui ont vraiment besoin d’y croire sont ceux qui remplissent les coffres de son parti, en toute discrétion, grâce à des lois sur le financement politique adoptées par son gouvernement en 2017 et qui ont rendu le processus plus opaque que jamais? Et peut-être le croient-iels parce qu’en fait, peu importe l’état réel de l’économie, crise ou non, iels sont certain-es que son gouvernement s’assurera toujours que les règles du jeu soient établies en leur faveur?

✱✱

Une semaine avant notre passage à Sukurhutu, j’ai discuté durant plus d’une heure et demie au téléphone avec Nithin Kamath, le p.-d. g. de Zerodha, l’application de courtage à escompte utilisée par Anant.

Durant la pandémie, la croissance de Zerodha a été exponentielle, m’a-t-il raconté. Sa compagnie a mis huit ans à attirer deux millions d’utilisateur-trices et à peine un peu plus d’une année de covid-19 à franchir le cap des six

millions. Malgré cette croissance vertigineuse, il n’a même pas été nécessaire d’embaucher de nouvelles personnes pour faire rouler l’application, tellement elle était bien rodée pour absorber la croissance.

L’un des impacts collatéraux de cette hausse des abonné-es a été de faire entrer Nithin Kamath, à quarante et un ans, sur la liste des milliardaires indien-nes en dollars. Pour lui, cela ne veut toutefois pas dire grand-chose. « Cette étiquette est basée sur une valeur théorique et non pas sur de l’argent réel. Dans ma tête, je vaudrais l’argent que j’ai en banque, pas la valeur émotionnelle qu’on donne à mon entreprise. »

Dans des entretiens qu’il avait accordés à la presse indienne, j’avais été étonné de lire qu’il considérait que « la concentration de la richesse est un problème », en Inde comme ailleurs. « Est-ce qu’on a besoin de croissance à tout prix est la question qu’on doit se poser et qui n’est pas posée », ajoutait-il.

Une autre de ses déclarations m’avait aussi frappé. Il parlait de la nécessité d’un « capitalisme consciencieux », une expression empruntée à John Mackey, fondateur de la chaîne étatsunienne de supermarchés Whole Foods Market.

En lui parlant, j’ai compris que ses prises de position n’étaient pas que du vent, même si leur motivation n’est pas seulement éthique, mais en concordance avec les intérêts de son entreprise. S’il estime que le capitalisme a été « bon pour l’humanité » dans le contexte large des trois derniers siècles de développement sur Terre, Nithin Kamath ne croit pas en la croissance à tout prix, ni celle de son entreprise ni celle de l’économie en général. Au cours des dernières années, il a mis en place des mesures pour que ses employé-es bénéficient du succès de Zerodha, en plus d’améliorer de différentes manières leurs conditions de vie et de travail. Dans le contexte indien, il apparaît comme un employeur modèle et visionnaire.

Or, la raison qui lui permet de maintenir cette position et de se soucier du bien-être de ses employé-es est au cœur du paradoxe de Zerodha : l’entreprise, qui gagne son pain et son beurre en servant d’intermédiaire entre les boursicoteur-euses et les marchés, n’est pas cotée en bourse. Elle n’a pas non plus d’investisseur-euses extérieur-es pour la « pousser constamment à croître plus vite » et à se diversifier, note le p.-d. g.

Nithin Kamath semble ainsi avoir compris comment tirer profit de la cupidité des autres sans se laisser soi-même prendre dans l’engrenage du « mal de l’infini », pour reprendre l’expression si juste d’Yves-Marie Abraham (*Guérir du mal de l’infini*, Écosociété, 2019). Cette position de *pusber* sobre d’une drogue hautement addictive m’apparaît difficile à défendre moralement, mais elle fait néanmoins de Nithin Kamath un observateur averti et lucide quand vient le temps d’analyser les marchés financiers.

Même s’il en profite pour l’instant, il ne s’enthousiasme pas particulièrement pour la bulle qui se forme sur les marchés indiens. Il est convaincu que cela ne durera pas et a déjà avisé son équipe de se préparer à une baisse soudaine de 50% des revenus de l’entreprise dans la prochaine année et demie. Car, quand la bulle éclatera, il sait que les ardeurs des investisseur-euses néophytes de la trempe d’Anant seront refroidies pour un bon moment et qu’iels se retireront par milliers, sinon par millions, des marchés boursiers.

Je ne connais moi-même pas grand-chose aux marchés boursiers. Comme plus des trois quarts des Canadien-nes, je détiens pourtant des actions, via mes REER, mon CELI et un compte courant géré par un courtier. Au début de la pandémie, j'ai vu plonger puis remonter la valeur de mon portefeuille – dont j'ignore complètement la composition –, mais je ne me suis pas intéressé pour autant à la logique derrière ces mouvements. Or, en étudiant le cas de l'Inde, j'ai fini par me rendre compte de ce qui doit relever de l'évidence pour quiconque comprend quelque chose au monde de la finance : les marchés boursiers sont une belle machine à fourrer quiconque n'a pas les moyens d'y participer. Si je formule ce constat de manière un peu grossière, avec la naïveté d'un enfant qui réalise que le roi est nu, c'est pour en finir avec les euphémismes dans lesquels l'enveloppent habituellement les pages économiques des journaux ; *to cut the bullshit*, comme disent les Anglo.

Dans notre économie mondialisée, il serait hypocrite de limiter notre analyse des clivages socioéconomiques aux frontières d'un pays. D'autant plus que les spéculateur·trices étranger·ères ont afflué en Inde aux premiers signes de formation d'une bulle.

Durant notre conversation, Nithin Kamath m'a confirmé que la dissonance totale entre l'état actuel de l'économie indienne et celui des marchés boursiers n'était pas une anomalie, mais une escroquerie tout à fait systémique. « L'économie qui va mal et les marchés qui vont bien, c'est arrivé souvent par le passé. Mais les marchés qui s'écroulent et l'économie qui continue de bien aller, ce n'est jamais arrivé nulle part », m'a-t-il résumé simplement.

Pour lui, qui profite allègrement de cette relation à sens unique entre la bourse et l'économie réelle, cette situation est « malheureuse ». Pour des millions, sinon des milliards de gens, ses conséquences ont été et continueront d'être catastrophiques. La bulle pandémique indienne éclatera un jour ou l'autre. Les investisseur·euses, petit·tes et grand·es, perdront certainement un peu ou beaucoup à ce moment-là. Mais, inévitablement, le système saura faire ruisseler en un rien de temps la facture de ses folies vers le bas de l'échelle.

Jusqu'aux villageois-es de Sukurhutu et aux « partenaires de livraison » de Zomato.

✱

Anant n'a volé personne ce vendredi matin à Sukurhutu. Il est néanmoins le premier à voir dans ce gain à la bourse quelque chose d'indécemment : « Gagner à la loterie sur Zerodha, c'est simplement l'extension de la loterie à laquelle j'ai déjà gagné en naissant Bania [une caste élevée de gens d'affaires] », me confiera-t-il plus tard. « Je me sens coupable d'être le bénéficiaire d'un système social qui est faussé pour me faire gagner aux dépens des autres. »

Même si je le comprends de se sentir ainsi, je ne crois pas que la culpabilité soit un sentiment particulièrement utile devant les systèmes inégalitaires dont nous bénéficions. Elle peut certainement aider à la prise de conscience, idéalement à la prise d'action. Mais puisque nous sommes rarement prêt·es à changer de manière radicale nos propres conditions de vie et notre statut social (Jean Drèze est assurément une exception à la règle), il y a plus de chances que nous finissions, tôt ou tard, par balayer discrètement cette réalité inconfortable sous un tapis pour continuer notre *business as usual*.

Si la coïncidence spatio-temporelle entre les témoignages désespérés des villageois-es de Sukurhutu et les transactions profitables d'Anant sur Zerodha a si fortement frappé mon esprit, ce n'est pas en raison d'une causalité réellement significative entre les deux. C'est parce que cette scène illustre à la perfection une fracture sociale connue, mais qui se présente rarement de manière aussi claire sous nos yeux. D'un côté, il y a ceux comme Anant qui, malgré les difficultés qu'elle a pu leur faire vivre – il ne s'agit pas de le nier –, pouvaient tout de même espérer tirer profit de la pandémie, et ce, tout à fait légalement en investissant à la bourse. De l'autre, il y a les villageois-es adivasis de Sukurhutu qui, peu importe le chamboulement social, économique, sanitaire ou autre, sont condamné·es par les systèmes en place à en sortir éternellement perdant·es, à moins de s'aventurer dans des activités illégales.

Comme le souligne l'économiste Thomas Piketty dans *Capital et idéologie* : « L'inégalité n'est pas économique ou technologique : elle est idéologique et politique. » Ce que nous voyons en action sur les marchés boursiers depuis le début de cette pandémie, ce sont les impacts de la dérégulation du monde de la finance amorcée à la fin des années 1990 par le président américain Bill Clinton et qu'un manque de volonté politique – ou, pire, une volonté politique – a laissée s'établir comme la norme à travers la planète, y compris en Inde. Même après que la crise financière de 2008 nous a exposé une première fois l'évidence de cette escroquerie systémique.

✱

Le seul aspect égalitaire du SRAS-CoV-2 est qu'il s'attaque à tous les corps sans les discriminer en fonction de leur compte de banque et de leurs avoirs. Mais dans un pays au système de santé à plusieurs vitesses comme l'Inde, les citoyen·nes ne sont pas égaux devant la maladie quand vient le temps de se faire soigner. Les moins nanti·es ne peuvent faire reposer leur

sort que sur un système public terriblement sous-financé, dont le budget total est moins élevé que celui du système de santé du Québec, pour une population environ 170 fois supérieure (oui, vous avez bien lu). Quiconque a un minimum de moyens se tourne donc vers le privé, quitte à y dépenser toutes les économies familiales, à moins d'avoir la chance de disposer d'une assurance décente. Or, durant la deuxième vague de covid-19 entre mars et juin 2021, même ce système privé était dépassé et faisait face à des pénuries de lits, d'oxygène, de médicaments et de personnel.

Pour une rare fois, certain-es des plus aisé-es et des pastrop-pauvres ont ainsi été confronté-es à la réalité d'une majorité d'Indien-nes, pour qui le manque de soins adéquats est dans l'ordre des choses, pandémie ou non. L'indignation des classes moyennes supérieure et inférieure devant les pénuries était tout à fait légitime. Elle passait toutefois sous silence le problème permanent d'un système public laissé à l'abandon par des gouvernements successifs, un sujet qui soulève peu les passions dans les lieux de pouvoir puisqu'aucun-e politicien-ne ne s'imaginer remettre sa vie entre les mains d'un tel système – et ne voit donc pas la nécessité d'y investir massivement.

Mais, au-delà du caractère aléatoire de la maladie à coronavirus et de l'inégalité dans l'accès aux soins, j'en reviens à cette question : où se trouve le lieu exact de la fracture systémique entre gagnant-es potentiel-les et perdant-es garanti-es d'une crise, qu'elle soit pandémie ou récession économique ?

Il serait hasardeux d'y répondre définitivement, compte tenu du nombre élevé de variables en jeu. À la lumière de ce que j'ai pu observer, j'ose quand même émettre une hypothèse : et si l'une de ces lignes principales de partage se situait sur le seuil même de la bourse, cette boîte à miracles qui, grâce à la spéculation, arrive à « créer » de la « richesse » même en temps de disette, puis à faire ruisseler vers le bas les conséquences de l'éclatement de ses bulles chimériques, le plus souvent en parfaite légalité ?

Durant notre entretien, Nithin Kamath exposait les limites de l'expansion de la clientèle de Zerodha en Inde en citant le fait que le bassin potentiel d'investisseur-euses n'était que de « 70 ou 80 millions » sur une population de 1,36 milliard. Environ 5 à 6% des Indien-nes, donc. Ces chiffres ne sont pas éloignés des estimations de la taille de la classe moyenne supérieure du pays.

Il est encore difficile d'évaluer qui, dans ce bassin, a su tirer ou non profit de la pandémie, au-delà de l'infime fraction de milliardaires et autres millionnaires aux reins solides et aux actifs diversifiés. Mais, quand on pense aux mesures de confinement et à leurs conséquences, à l'indifférence évidente des autorités indiennes face à l'exode des travailleur-euses pauvres durant la première vague, et à cette exception accordée durant la deuxième pour les déplacements des aides domestiques, il est permis, à mon sens, d'entrevoir l'ombre de cette ligne de partage entre la masse pauvre et cette autre catégorie, privilégiée, que j'appellerai la *caste boursière*.

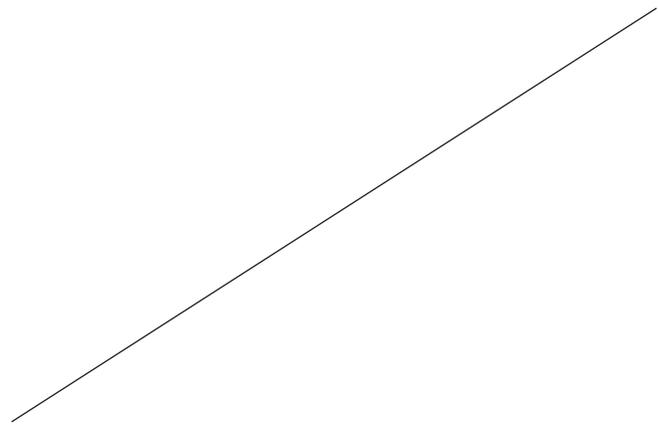
Cette caste n'investit pas nécessairement à la bourse, mais elle en aurait potentiellement les moyens, même modestes. Ce qui la définit, c'est plutôt le fait que certains dés sociaux sont pipés en sa faveur, par les lois en place et par les décisions prises en vitesse par les gouvernements en temps de crise. C'est pour sauver leurs vies que le gouvernement

indien a imposé des mesures de confinement drastiques en mars 2020, quitte à faire souffrir une majorité qui n'avait pas les moyens d'arrêter de travailler plus que quelques jours ; c'est parce que leurs enfants avaient les outils pour participer à des classes en ligne que les autorités s'en sont tenues à ce mode d'enseignement, sans chercher à développer des solutions de rechange pour la majorité qui n'y avait pas accès.

Dans notre économie mondialisée, il serait toutefois hypocrite de limiter cette analyse des clivages socioéconomiques aux frontières d'un pays. D'autant plus que les spéculateur-trices étranger-ères ont afflué en Inde aux premiers signes de formation d'une bulle. Et il faut bien le dire : cette *caste boursière*, j'en fais partie, tout comme vous, fort probablement, par le biais de vos fonds de pension, vos REER, vos CELI, ou même notre cher bas de laine collectif qu'est la Caisse de dépôt et placement du Québec – une entité qui a d'ailleurs beaucoup investi en Inde depuis le début de la pandémie. Que j'ignore le contenu de mon portefeuille ne me rend pas moins complice d'un système prêt à toutes les pressions et oppressions pour faire fructifier mon capital sans que j'aie moi-même à me salir les mains. D'autres se chargent à ma place de pousser les compagnies dont je détiens des actions à regarder vers l'infini, et plus loin encore, et à faire ruisseler les désagréments causés par la pandémie jusqu'au bas de l'échelle.

Il faut souligner, bien sûr, comment les décisions du gouvernement de Narendra Modi ont contribué à creuser les écarts de richesse en Inde. Mais il serait malhonnête de passer sous silence le fait qu'une vaste majorité de Canadien-nes, incluant moi, profitent des inégalités mondiales et de leur creusement accéléré depuis le début de la pandémie. Le lien est certainement ténu, noyé dans la complexité des interconnexions de l'économie mondiale, mais, dans ces versements de PCU qui m'ont permis de bien vivre durant les premiers mois de la pandémie, comme dans la hausse de la valeur de mon portefeuille, je perçois maintenant quelques roupies que les villageois-es de Sukurhutu ont perdues.

Ce reportage a été rendu possible par une bourse du Fonds québécois en journalisme international. ●



Frédéric Lavoie est journaliste indépendant et écrivain. Il est notamment l'auteur d'*Avant l'après : voyages à Cuba avec George Orwell* (La Peuplade, 2018) et d'*Ukraine à fragmentation* (La Peuplade, 2015). Il habite à Bombay et à Montréal.